

RESPONSE RAPID MECHANISM _RRM

Evaluation multisectorielle rapide

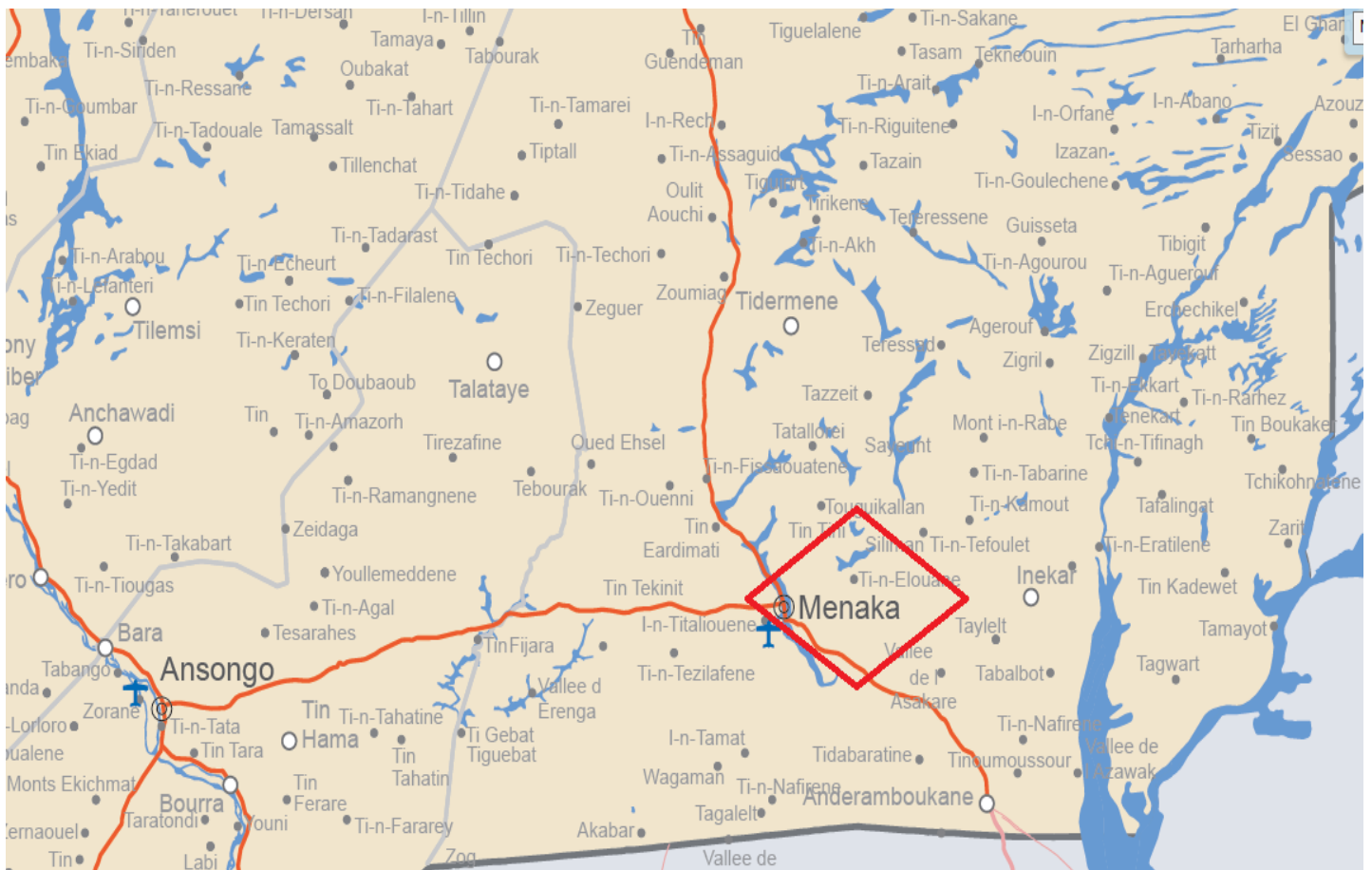
Commune : Ménaka

Cercle : Ménaka

Région : Ménaka

Période d'évaluation : du 23 au 27 octobre 2018

Cartographie de la zone



Contacts :

Prince KADILUAMAKO LUMUENO, Program Manager RRM Mali

prince.lumueno@nrc.no,

Youssef AG RISSA, Acting Responsable de base IRC –Ménaka,

Youssef.AG.Rissa@rescue.org

Dr Abdourhamane Y DIALLO, point médical MDM-Belgique-Ménaka,

pf.med.menaka@medecinsdumonde.be.



SOMMAIRE

Objectifs et méthodologie d'évaluation 3

CONTEXTE GENERAL 3

Situation sécuritaire 3

Bref historique de la crise..... 4

Mouvements de population 4

ANALYSE DES BESOINS 6

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT 6

SECURITE ALIMENTAIRE 8

AUTRES SECTEURS 10

SANTE... 10

EDUCATION 11

PROTECTION..... 12

COMMUNICATION / TRANSPORT 12

INTRODUCTION

Ménaka est une région du Mali, créée par la loi N°2012-017 du 2 mars 2012 portant création de Circonscriptions Administratives en République du Mali à partir du cercle du même nom faisant auparavant partie de la région de Gao. La mise en place effective de la région a commencé le 19 janvier 2016 avec la nomination d'un Gouverneur de la région. Les membres du conseil de transition de la région ont été nommés le 14 octobre 2016. La région est subdivisée en quatre cercles : Anderamboukane, Inekar, Tidermène et Ménaka, et la capitale est également appelée Ménaka.

La mission d'évaluation conjointe multisectorielle rapide conduite par IRC (International Rescue Committee), NRC (Norwegian Refugee Council = Conseil Norvégien pour les Réfugiés), MDM-Be (Médecins Du Monde –Belgique) et le SLDSES (Service local du Développement Social et de l'Economie Solidaire) de Ménaka dans le cercle de Ménaka s'est déroulée du 23 au 27 octobre 2018 dans le cadre de la mise en œuvre du mécanisme de réponse rapide (RRM). Cette mission a concerné des sites et villages touchés par les mouvements des populations liés aux récentes crises du 25 septembre 2018 dans la Région.

Objectifs et méthodologie d'évaluation

Les objectifs de la mission étaient :

- ✓ Analyser la situation sécuritaire, les risques de protection et l'accessibilité des populations affectées par la crise ;
- ✓ Evaluer les besoins humanitaires prioritaires des populations déplacées et familles d'accueil ;
- ✓ Identifier et cibler les populations déplacées affectées.
- ✓ Les méthodes et approches suivantes ont été utilisées pour la collecte des données :
- ✓ Entretien avec les autorités et leaders locaux des zones évaluées ;
- ✓ Cartographie de la zone et Identification des sites de nouveaux déplacés ;
- ✓ Focus groups pour analyse du contexte humanitaire, de protection et sécuritaire ;
- ✓ Enquêtes ménages auprès des déplacés pour déterminer la vulnérabilité sectorielle des ménages.

CONTEXTE GENERAL

Situation sécuritaire

Depuis juillet 2018, la région de Ménaka est caractérisée par une situation sécuritaire très volatile et préoccupante, à savoir :

- La lutte anti-terroriste engagée par la coalition GATIA/MSA et soutenue par Barkhane dans le sud-ouest de Ménaka et tout au long de la frontière Niger/-Mali ayant comme corollaire la mort de civils, les fouilles /enlèvements de personnes et les déplacements de population ;
- Les opérations de la coalition GATIA/MSA soutenues par Barkhane ont donné naissance à des représailles des radicaux à l'égard des communautés supposées appartenir à ces deux groupes armés. Cet état de fait exacerbe les conflits intercommunautaires déjà existants dans la zone.

A tout cela s'ajoutent, d'autres réalités pas moins négligeables notamment :

Les multiples cambriolages de domiciles d'agents humanitaires et les braquages de civils sur les grands axes routiers ;

- Les explosions d'IED et de mines anti personnelles ;
- Les agressions physiques sur de simples citoyens ;
- Les enlèvements et assassinats de notables,

Bref historique de la crise

Le 25 octobre 2018 dans le cercle de Ménaka (commune de Ménaka), des individus armés non identifiés circulant sur des motos, ont fait irruption dans le site de Bohandar. Ils auraient d'une part commis des exactions envers les populations civiles Bogalitens et d'autre part les auraient exhortées à quitter les lieux sous peine de représailles. Selon les différentes sources, ces assaillants seraient affiliés à l'Etat Islamique dans le Grand Sahara retranché dans des forêts situées dans la partie frontalière entre le Mali et le Niger où ils préparent leurs attaques contre les différentes forces en présence.

Par ailleurs, les tensions cycliques entre certaines communautés (Daoussahaqs, Touareg, Peulhs) de la région sont quasi historiques, ont commencé bien avant la crise politico-sécuritaire de 2012 et tireraient leurs origines d'actes de banditisme anciens (braquage, agression physique entre autres) et de problèmes liés au pâturage et aux points d'eau. Cette crise à connotation politico-ethnique tire donc ses origines, d'une part, de tensions anciennes entre communautés liées à l'accès aux ressources naturelles, et d'autre part de la lutte antiterroriste engagée par la coalition MSA (mouvement pour le salut de l'Azawad) et le GATIA (groupe d'auto-défense Imghad et alliés) dans la région de Ménaka en général et dans la bande frontalière Mali-Niger dans les communes Ménaka, appuyée par les forces Barkhane. Des communautés considérées comme affiliées ou sympathisantes deviennent alors la cible des attaques et représailles des éléments terroristes pour leur présumée affiliation à ces différents groupes.



Focus group sur l'analyse des risques de protection avec les déplacés d'Essalal Mbahou

Mouvements de population

Le cercle de Ménaka est l'un des cercles les plus touchés par les attaques contre des populations civiles. Egalement, il faut noter que cette zone est devenue le nid du terrorisme et les opérations militaires sont de plus en plus récurrentes. Par conséquent, la commune de Ménaka qui a fait l'objet de cette évaluation est devenue à la fois une zone de provenance et d'accueil des déplacés.

Au total, l'équipe d'évaluation conjointe a identifié 257 ménages déplacés répartis dans les sites de Telakassat, Tingassane, Inaggar, Agardahan, Tintikinjouma, Inguinjigale Inerikaden, Tikmerte et Essalal M'bahou. Ces déplacés sont arrivés dans la zone depuis le 25 octobre

2018 en provenance d'autres villages de la même commune suite aux attaques et affrontements qui se sont déroulés dans la zone de Bohandar, localité située à environ 45km au sud-ouest de Ménaka.

Ils auraient fui les affrontements répétitifs entre les Idorfanes et Bogoliens, deux communautés qui jadis vivaient en parfaite harmonie.

Pour une grande partie les déplacés qui sont arrivés de provenance de la zone Bohandar et environs. Ils se sont installés sur les sites de Telakassat, Tingassane, Inaggar, Agardahan, Tintikinjouma, Inguinjigale Inerikaden, Tikmerte et Essalal M'bahou.

Pour les sites visités, les intentions de retour restent toujours conditionnées au retour de la sécurité et de la stabilité de la zone. Au vue du contexte actuel, les ménages déplacés n'envisagent pas pour le moment de retourner dans leurs sites/villages de provenance.

Démographie de la zone

Tableau 1 - Liste des villages et population estimative

Localité admin.	Villages/Sites	Population avant crise Total p	Population Actuelle estimée <i>m=ménage ; p=personne</i>			
			Total m Déplacés 2010/16 nouveaux	Population actuelle m		Personnes déplacées
Menaka	EssalylalMBahou	ND	ND	ND	11	66
	Inarinkidane	ND	ND	ND	20	120
	Tikmerte	ND	ND	ND	48	228
	Inagar	ND	ND	ND	37	222
	Agardanam	ND	ND	ND	7	42
	Inguinjigale	ND	ND	ND	49	294
	Telakassat	ND	ND	ND	35	210
	Tigassane	ND	ND	ND	33	198
	Tintikinjoumane	ND	ND	ND	17	102
Total	/	/	/	257	1482	

Légende : ND = non déterminé

Commentaires : Ce tableau a été rendu possible grâce au concours des autorités communales. Pour raison de cohérence, le calcul sur le nombre de personnes tant déplacées que résidentes a été fait sur base d'une taille moyenne de 6 personnes par ménage qui tient compte des différentes communautés des sites évalués. Beaucoup de ces sites font partie des fractions (communautés) comme c'est le cas de la fraction Ibogolitane avec une population de 26 632 personnes, et la fraction Daoussak avec 49 300 (commune Ménaka). Ces déplacés recensés vivent en général dans un rayon de 0 à 10 km autour des sites d'accueil.

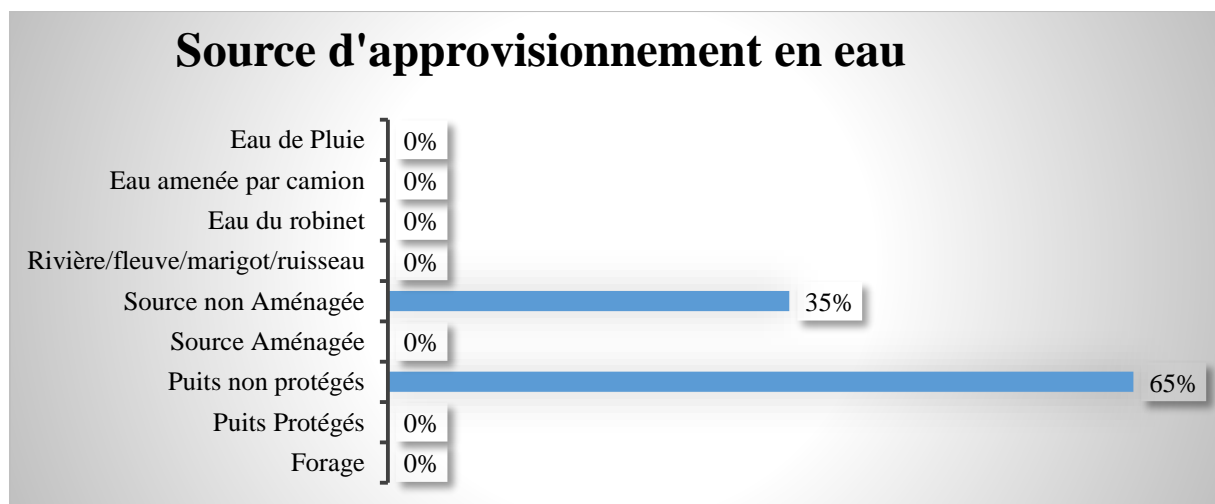
Précisons ici que seul le nombre de ménages déplacés est déterminé car il est issu de l'identification porte à porte des ménages.

ANALYSE DES BESOINS

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

L'ensemble des sites visités ont un problème d'accès à l'eau potable. Ainsi, les sources non aménagées (35%) et les puits non protégés (65%) sont les principales sources utilisées. L'eau de ces sources est consommée directement sans aucun traitement, ce qui est une pratique courante dans la région. En effet, selon l'évaluation de l'accès à l'eau potable menée par IRC dans la région de Ménaka en décembre 2016, 71% des sites/villages visités ne disposent pas de sources d'eau améliorées pérennes. Les populations de ces sites/villages sont contraintes de consommer l'eau des mares et des puisards traditionnels qui présentent une proportion de coliformes supérieure aux normes requises par l'OMS. Etant donné le peu d'acteurs WASH présents dans la région et le manque de moyens de la nouvelle Direction Régionale de l'Hydraulique, cette situation reste malheureusement d'actualité et demande des réponses sur le moyen/long terme en termes de réhabilitation et de constructions de points d'eau, qui dépassent le mandat du RRM.

Graphique 1 : Sources d'approvisionnement d'eau



Concernant l'hygiène et l'assainissement, la défécation se fait à l'air libre, culturellement la communauté nomade ne pratique pas l'utilisation des latrines et préfère la pratique de la défécation à l'air libre au niveau des sites/villages soit 88% de ménages enquêtés qui affirment n'avoir pas d'accès à une latrine. Par ailleurs, le lavage des mains au savon n'est pas pratiqué et les moments clés de lavage des mains au savon ne sont pas connus. Il y a donc besoin de sensibiliser les ménages sur les bonnes pratiques d'hygiène en vue de prévenir les maladies hydriques.



Mare de Inarinkidan servant d'eau de boisson des PDI

Recommandations :

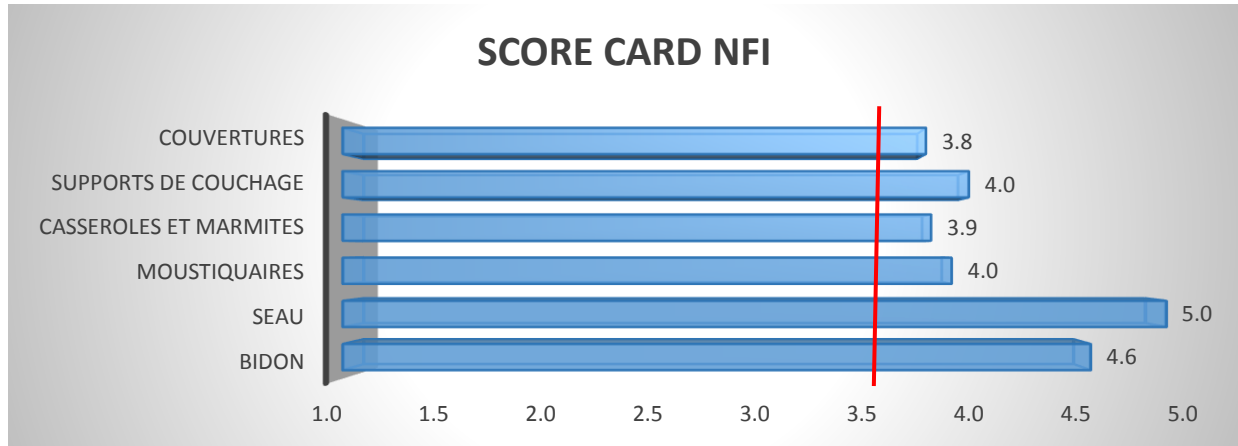
- Réhabiliter les points d'eau non fonctionnels ou non protégés dans les villages d'accueil (*cluster WASH*)
- Construire des points d'eau dans les villages d'accueil ou il n'en n'existe pas (*cluster WASH*)
- Organiser des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et le traitement de l'eau. (*cluster WASH*)

NFI / ABRIS

La situation humanitaire en termes d'accès et de possession des articles ménagers essentiels (NFI) semble préoccupante pour les ménages déplacés selon les résultats issus des enquêtes ménages. Néanmoins, ces déplacés auraient fui préventivement et bénéficient actuellement de la solidarité communautaire des familles hôtes. Ils sont ainsi logés en famille d'accueil où ils accèdent facilement aux articles ménagers essentiels même si ces derniers ne leur appartiennent pas. Ceci ne justifie pas une assistance d'urgence en NFI mais plutôt une action un peu plus durable pouvant les soutenir en termes d'activités génératrices de revenu pour qu'ils se procurent les articles dont ils ont réellement besoin dans leurs ménages.

Par ailleurs, si les ménages décident de retourner chez eux, ils auront besoin d'un kit d'accompagnement car certains auraient perdu leur case, incendiée par des hommes armés après leur départ.

Graphique 2 : Score Card NFI



En termes d'abris, 95% des ménages interrogés sont hébergés en famille d'accueil et n'ont pas de besoin urgent dans ce secteur. Toute chose qui montre la solidarité communautaire.

Recommandations :

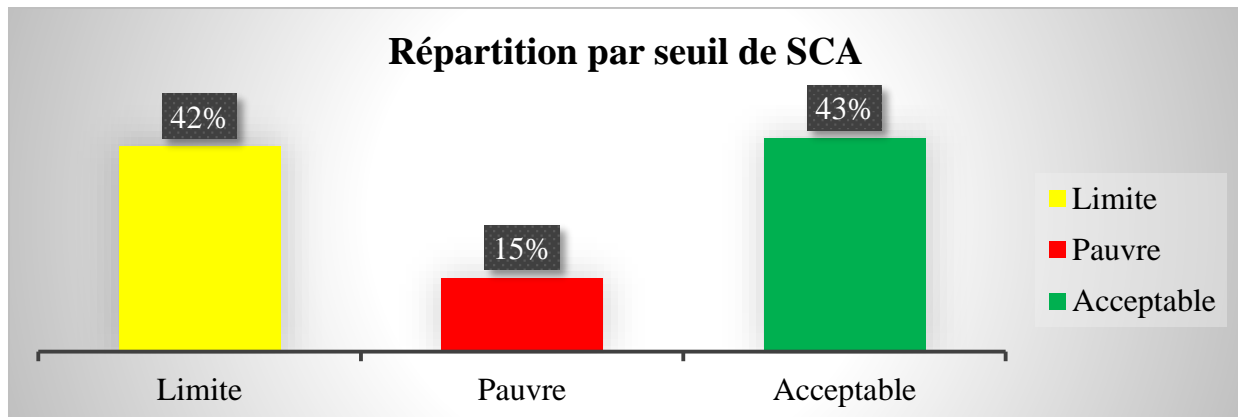
- Aider les ménages déplacés à développer des AGR afin de renforcer leurs moyens d'existence (*cluster sécurité alimentaire*).

SECURITE ALIMENTAIRE

En considérant les résultats des enquêtes ménages, la situation des nouveaux déplacés en matière de sécurité alimentaire n'est pas alarmante.

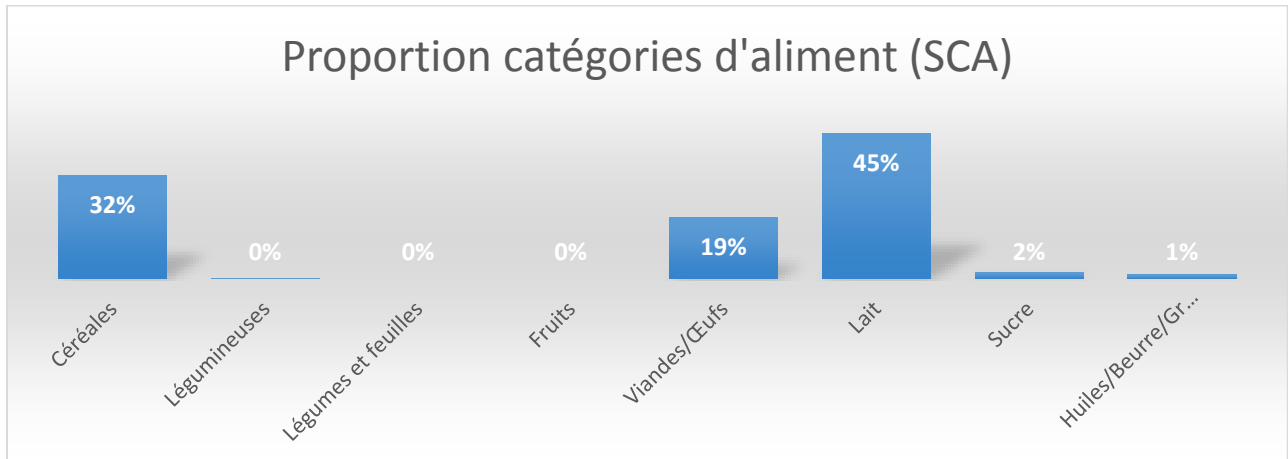
En effet, la consommation régulière de lait (45%), de viande (19%) et de céréales (32%) durant les sept derniers jours place ces ménages dans une situation alimentaire acceptable. Ainsi, 43% des ménages enquêtés se trouvent avec un score de consommation alimentaire (SCA) acceptable et 42% un score limite contre seulement 15% avec un SCA pauvre soit un SCA moyen de 39, ce qui est acceptable.

Graphique 3 : Répartition de SCA par seuil



Graphique 4 : Proportion de catégories d'aliments consommés

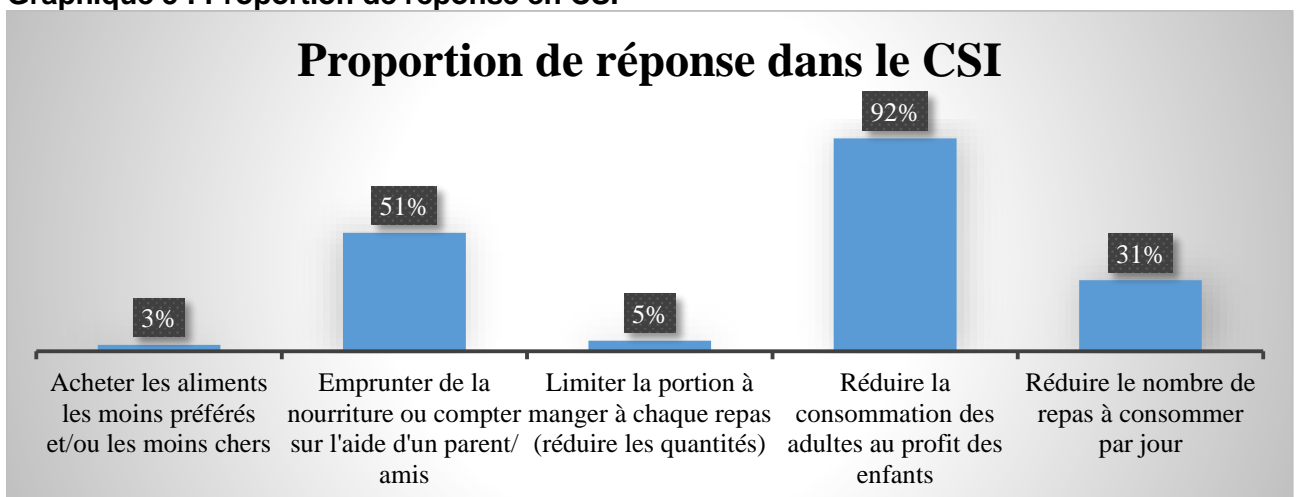
Proportion catégories d'aliment (SCA)



Le fait que les ménages déplacés aient perdu leur stock de nourriture en milieu de provenance et n'accèdent pas facilement aux aliments de leurs habitudes et préférences notamment en raison de l'éloignement du marché (plus de 45km pour une majorité des déplacés), les place dans une situation inconfortable. Cette situation aurait poussé certains ménages à développer des stratégies négatives pour la survie de leurs ménages. Ainsi, 92% ont réduit la consommation des adultes au profit des enfants, 51% ont emprunté de la nourriture et 31% ont réduit le nombre de repas par jour. L'évaluation a montré que certains ménages avaient également procédé à la vente de petit ruminants. Notons qu'il s'agit là d'une stratégie d'adaptation classique utilisée par les ménages de la zone pour faire face à leurs besoins. Cela semble indiquer également que les ménages ont pu se déplacer avec leur petit bétail. Enfin, l'entraide communautaire constatée entre ménages déplacés et ménages d'accueil permet également certainement de minimiser l'impact de ce déplacement sur la vulnérabilité des ménages déplacés en terme de sécurité alimentaire.

Le tableau suivant illustre la situation de CSI chez les déplacés de Ménaka.

Graphique 5 : Proportion de réponse en CSI



Recommandations :

- Plaider pour la mise en place d'activités de soutien aux AGR et à la reconstitution du cheptel en faveur des déplacés (*cluster sécurité alimentaire*).

AUTRES SECTEURS

SANTE

Au cours de cette mission d'évaluation, 20 femmes enceintes ont bénéficié de CPN et ont été orientées vers les CScom de Essaylal M'baou, Anouzagrene, Touloupe et le CSRéf de Ménaka pour l'accouchement, 03 MAS et 04 MAM ont été détectés sur 137 enfants de 6-59 mois dépistés et orientés également vers le CScom le plus proche. 70 consultations curatives dont 24 cas d'infection respiratoire, 11 cas d'IST, 8 cas de dermatoses et 6 cas de paludisme ont été pris en charge sur place.

Les pathologies les plus courantes :

Pathologies	Nombre de cas	Taux
Paludisme	6	5,94%
Infections respiratoires	24	23,76%
Hypertensions artérielles	05	4,95%
Dermatose	08	7,92%
MAM	04	3,95%
MAS	03	2,97%
CPN	20	19,80%
CPON	5	4,95%
IST	11	10,89%
Autres	15	14,85%
TOTAL	101	100%

Ainsi l'analyse du tableau donne une proportion de 24% de cas d'infections respiratoires, suivis des IST avec 11%, des cas de dermatoses, avec 8%, des cas de paludisme avec 6%, et des cas de malnutrition aigüe avec 4% de MAM et 0,3% MAS. Ces cas de malnutris ont été orientés vers le CScom le plus proche pour une prise en charge alors que les consultations curatives pour les autres cas ont été réalisées sur place.

Activités d'IEC au niveau des sites visités.

Lors des activités de sensibilisation, 20 femmes enceintes (5 avec une hauteur utérine excessive orientée vers le CS Réf pour l'accouchement) et 15 femmes allaitantes ayant des enfants de moins d'un an, ont bénéficié des conseils d'hygiène, assainissement et de bonnes pratiques familiales essentielles (PFE). Des focus groupes et des entretiens individuels ont été organisés à cet effet sur chaque site.



Equipe mobile MDM en consultation des PDI a Inguirjigal

Activités de santé sexuelle et de la reproduction (SSR) :

Lors de la mission nous avons réalisé les activités de SSR à travers les consultations prénatales (CPN) et les consultations des femmes enceintes et allaitantes en post-partum illustrée dans le tableau ci-dessus des pathologies les plus courantes.

Vaccination :

Huit (8) enfants de moins de 0 à 11 mois ont été vaccinés.

Les activités de dépistage de la malnutrition aigüe ont concerné :

Enfants 6-59 mois dépistés	: 137
Enfants dépistés MAM	: 04
Enfants dépistés MAS	: 03

Tous les enfants dépistés malnutris sont orientés vers les Cscm les plus proches pour bénéficier d'une prise en charge.

Recommandations :

- Suivre les PDI à travers une équipe mobile au moins pendant trois mois après l'évaluation.

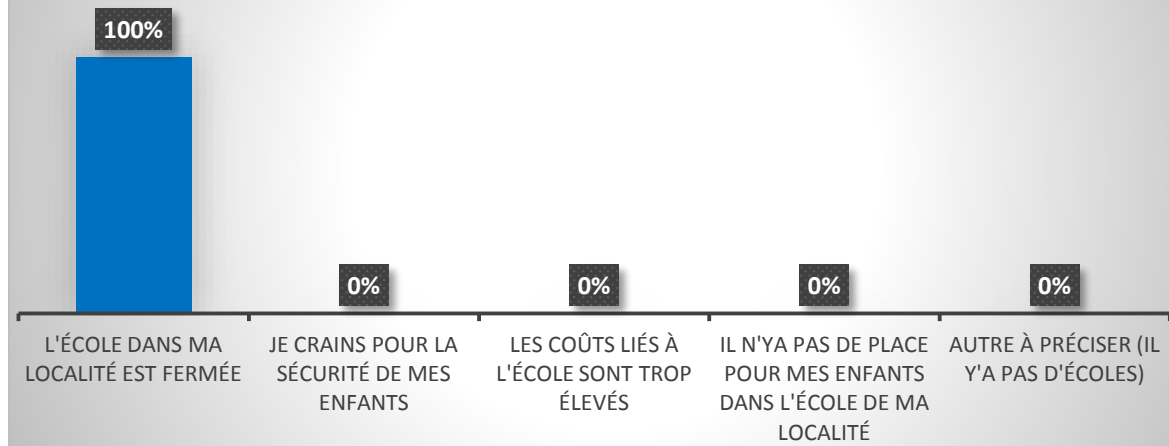
EDUCATION

Depuis la crise de 2012, beaucoup d'écoles existantes dans ces zones sont fermées à cause de l'absentéisme du personnel enseignant et de la présence des groupes présumés radicaux qui opèrent dans certaines zones et qui seraient contre l'éducation occidentale.

En matière d'éducation, il est constaté un manque d'infrastructures scolaires et du personnel enseignant dans ces zones. Avec l'abandon/fermeture des établissements scolaires sur certains de ces sites (départ ou accueil), il y a beaucoup d'enfants qui ne sont pas retournés à l'école et d'autres n'ont jamais été à l'école.

Le graphique suivant indique les raisons de la déscolarisation des enfants tout en sachant que la fermeture d'écoles occupe la première place. 100% des écoles des localités d'accueil sont fermées.

Raison de la déscolarisation



PROTECTION

La situation de protection des civils reste préoccupante dans la région de Ménaka et plus particulièrement dans les zones qui ne sont pas sous contrôle des groupes d'auto-défense (MSA et Gatia) et FAMA. Tous les sites visités lors de cette mission sont contrôlés par des groupes armés même s'ils n'ont pas été visibles lors de cette évaluation au niveau de certaines zones. Compte tenu des risques d'attaques qui demeurent d'actualité entre les mouvements de la plateforme, proches des communautés Daoussahaqs, Imghads et les présumés radicaux et alliés, les équipes d'évaluation n'ont pas pu accéder aux sites de la commune de Tidermene où il y aurait la présence de REG et d'engins explosifs.

Le 24 octobre-2018 des explosifs ont été découverts dans la zone d'Inhinata, un véhicule du GATIA a sauté sur un IED avec un bilan de six morts, dans la même zone un âne et son propriétaire plus d'autres femmes toutes à la recherche du fonio sauvage ont sauté sur un IED, causant un bilan de deux morts plusieurs blessés.

En conclusion les sites d'accueil évalués connaissent une accalmie relative permettant l'accès humanitaire. Cependant l'insécurité est grandissante tout autour notamment à BOHANDAR, Injangale, Inajole. La situation sécuritaire doit donc faire l'objet d'un suivi rapproché.

COMMUNICATION / TRANSPORT

Tous les sites d'accueil visités sont accessibles physiquement pendant la saison sèche avec toutes sortes de véhicules en général mais la majeure partie sont sans couverture de réseau GSM. Pendant la période pluvieuse, les camions y accèdent difficilement. Une communication permanente avec les chefs de sites à visiter est recommandée.

CONCLUSION

Au moment de la présente évaluation, les populations déplacées étaient hébergées dans des familles d'accueil. Les mécanismes d'entraide communautaire semblent avoir permis de limiter l'impact de ce déplacement sur la vulnérabilité des ménages, en particulier en matière de sécurité alimentaire. Ainsi, la situation de sécurité alimentaire de ces ménages est acceptable au moment de l'évaluation (43% des ménages enquêtés avec un SCA acceptable et seulement 15% avec un SCA pauvre). Par ailleurs, le fait que certains ménages déplacés aient recours à la vente de petits ruminants comme stratégie d'adaptation semble indiquer d'une

part qu'ils ont eu le temps de réunir leur petit bétail avant de quitter leur village d'origine, et d'autre part, qu'ils disposent d'une économie sur pattes habituellement utilisée par les ménages de la zone pour faire face à leurs besoins. Un déplacement prolongé de ces populations pourrait éroder les mécanismes d'entraide communautaire et faire basculer les 42% de ménages avec un SCA limite vers un SCA pauvre, c'est pourquoi le RRM recommande des actions sur le moyen terme d'appui au développement d'AGR et à la reconstitution de cheptel. Enfin, l'absence de sources d'eau améliorées sur les sites d'accueil est symptomatique de la région de Ménaka, et demande des réponses sur le moyen/long terme. En conclusion, il ressort de cette évaluation que la situation de vulnérabilité globale de ces ménages déplacés ne nécessite pas une intervention d'urgence du RRM.

RECOMMANDATIONS

- ✓ Réaliser une mission conjointe NRC/IRC sur les sites évalués pour expliquer pourquoi la situation de vulnérabilité globale telle qu'évaluée ne nécessite pas d'assistance d'urgence du RRM (résultats principaux de l'évaluation versus mandat du RRM)
- ✓ Sensibiliser à nouveau le comité de veille du cercle de Ménaka et les points focaux sur le mandat limite du RRM. (NRC-IRC)